



Entretien GDEAM

Mardi 2 février 2016 – 14h30

CR E24

ODJ : Recueil de données et d'informations sur le fonctionnement du bassin versant et les phénomènes historiques

LIEU : GDEAM à Attin

PRESENTS :

Structure	Nom	Adresse	Téléphone	Mail
GDEAM	M. EVERARD Marc <i>Directeur</i>	1 rue de l'église 62170 Attin	03.21.06.57.66 03.21.06.50.73	everard.marc.gdeam@wanadoo.fr
	M. BRUYELLE <i>(président de la commission « Inondations » de la CLE)</i>		06.13.36.21.35 09.61.27.30.20	jcharlesbruyelle@wanadoo.fr
	Mme VANBRUGGHE <i>Présidente</i>			
	M. EVERARD Emeric <i>Chargé de projet</i>			
hydratec	Mme CAU Julie	42/52 quai de la Rapée 75583 Paris Cedex 12	01.82.51.41.55	cau@hydra.setec.fr
	M. MARTIN Nicolas		01.82.51.62.40	nicolas.martin@hydra.setec.fr

REDACTION : J. Cau

LE : 26/02/2016

COMPTE RENDU :

Le GDEAM (Groupement de Défense de l'Environnement dans l'Arrondissement de Montreuil) est une association indépendante agréée (agrément départemental) depuis 1972. Son rayon d'action s'étend à tout le département.

Une de ses actions consiste à contrôler la bonne application du règlement du PPRI de la Canche.

Le GDEAM a constaté beaucoup d'infractions au règlement du PPRI.

Deux types d'infractions sont principalement constatés :

- Soustraction de volume d'expansion de crue (par exemple, remblaiement en zone inondable),
- Imperméabilisation.

Des recours sont déposés dès qu'une infraction est constatée.

Par exemple : la modification du PPRI sur le secteur de la But de Marles a été annulée suite au recours du GDEAM.

Certaines habitations n'ont pas de permis de construire.

Dans le cadre de l'étude pour l'élaboration du PAPI de la Canche et la révision du PPRI, un modèle hydraulique va être construit. Ce modèle sera construit à partir des données topographiques lidar datées de 2015.

Le GDEAM ne comprend pas que les données topographiques utilisées soit celles de 2015 : en procédant ainsi, on fait table rase du passé et on entérine les remblais illégaux.

Le GDEAM souhaiterait que la définition des aléas s'inscrive dans une logique historique et souligne l'importance d'une vision historique, l'état 0 du PAPI ne pouvant être la date actuelle. Toute action humaine s'inscrit dans une perspective historique, à plus forte raison si elle prétend être réparatrice et tendre vers la recherche d'un équilibre.

Le GDEAM se questionne également sur les travaux et l'excès d'aménagement, il faut prendre garde à ce que le PAPI ne soit pas générateur de travaux dans les espaces naturels. Il faudrait privilégier la "réparation" des équilibres naturels partout où c'est possible en n'excluant pas de revenir sur des aménagements passés, d'où l'importance d'une vision historique.

Connaissance du territoire :

Crues remarquables

Les crues remarquables en basse vallée sont celles de :

- fin du XIXème siècle,
- 1988 : prise de conscience (1^{ère} crue importante depuis 50ans)
- 1995 : crue de référence
- 2000-2001 : moins importantes que la crue de 1995 (environ 10cm de moins en cote)
- 2004-2005
- 2012-2013 : environ 9cm de plus en cote que la crue de 1995 alors que la pluviométrie et les débits à Brimeux étaient plus faibles qu'en 1995 ; cela peut s'expliquer par une modification de la géométrie de la Canche, l'influence des affluents aval, l'imperméabilisation.

Digues

M. Bruyelle indique qu'il a accompagné la DDTM62 en 2013/2014 pour réaliser une visite sommaire des digues de la basse vallée.

Les digues de Montreuil et Neuville ont été réalisées en 2002. Leurs dimensions sont correctes mais elles ont été construites avec des matériaux de récupération. La digue de Neuville a été submergée en 2013. Elle a alors été rehaussée à la cote Q100 PPRI + 50cm.

Les digues à la Madelaine ont été réalisées suite à la crue de 1988 par la DDE à la demande du maire. Ces digues sont aujourd'hui entretenues et rehaussées par les riverains.

A Attin, les digues ont été réalisées par des propriétaires privés ou la commune.

La digue du Moulin Bacon a été réalisée en 2008. C'est la dernière réalisée dans le cadre de la DUP de 1998-1999.

Occupation des sols :

Concernant l'occupation des sols du bassin versant, le GDEAM met l'accent sur 2 points : l'urbanisation et le remembrement.

Depuis 20 ans, on observe une forte augmentation de l'urbanisation avec un glissement progressif du littoral vers l'intérieur, le phénomène n'épargnant plus le secteur d'Hucqueliers, alors que jusque-là la situation était assez figée.

C'est pourquoi, beaucoup de communes et communautés de communes ont entrepris la réalisation de carte communale ou PLU.

En effet, le RNU (Règlement National d'Urbanisme) est un obstacle à l'extension de l'urbanisation hors des parties actuellement urbanisées des communes (PAU) au sens du code de l'urbanisme. Pour continuer à construire une fois les espaces vides comblés dans les agglomérations, la seule solution est d'établir de nouveaux documents : carte communale ou PLU. A défaut l'Etat est dans l'obligation de refuser les permis.

Certains entament même une 2^{ème} génération de carte communale ou PLU car tous les terrains constructibles ont été construits.

L'objectif affiché est le plus souvent de capter une nouvelle population.

Le GDEAM s'interroge sur la vocation du territoire et se demande si tous les territoires doivent suivre la même évolution, sous peine de disparition à long terme des territoires ruraux.

Sur le bassin versant de la Canche, 84% des surfaces sont allouées à l'agriculture.

Le remembrement a débuté vers 1965-1966, il s'est beaucoup pratiqué entre 1965 et 1975 et a continué à se pratiquer régulièrement jusque 1995. Les remembrements de Saint-Michel-sous-bois, Maninghem-au-Mont, Marles-sur-Canche, Marant, ... sont intervenus entre 1990 et 1995. Nombre de terroirs ont aussi été remembrés, en tout ou partie, dans le cadre des infrastructures routières dans la décennie 90 (déviation Lambus - Bloville RN39, autoroute A16, pénétrante du Touquet...) : Campagne-les-Hesdin, Buire-le-sec, Wailly-Beaucamp, Saint-Josse, Sorrus, La Caloterie, Etaples, Camiers, Widehem, etc. Les remembrements sont plus rares désormais mais il s'en effectue encore. Exemple : Brimeux (vers 2008), Lignereuil (vers 2005), ...

Concernant la situation actuelle, l'homogénéité des exploitations ne rend plus utile le remembrement officiel, les modifications intervenants dans le cadre des projets de reprise.

Les prairies et les obstacles linéaires continuent de disparaître mais on communique moins sur ce sujet.

Les auréoles bocagères étaient exclues des remembrements mais aujourd'hui leurs surfaces sont reprises et elles sont en recul.

Le GDEAM constate une disparition et une atteinte en priorité par l'urbanisation des éléments naturels du paysage, à l'exception des bois, et donc un appauvrissement de celui-ci.

Depuis 20 ans, les pratiques culturales ont beaucoup changé : plus de tassement, des engins de plus en plus importants, ...

Il est possible que certaines parcelles agricoles, qui ne donnent rien à cause des ravines, soient cultivées afin d'obtenir les subventions de la PAC.

Beaucoup de fascines sont peu entretenues.

Concernant la problématique d'érosion des sols / coulées de boue, il pourrait être envisagé un traitement des eaux à la parcelle pour les agriculteurs sur le même schéma que le traitement des eaux à la parcelle pour les particuliers.

A noter que la terre qui sort d'un terrain appartient au propriétaire du terrain.

De plus, d'après le code rural, la parcelle aval doit recevoir les eaux de la parcelle amont seulement si la parcelle n'a pas été modifiée par la main de l'homme.

Informations générales sur le bassin versant

D'après M. Bruyelle, le bassin versant réagit plus vite ces dernières années, surtout cette année alors que la pluviométrie est plus faible.

On observe une augmentation du débit à Brimeux 4h après l'évènement pluvieux.

Il existe une ligne de sources en basse vallée.

Les lignes de source situées en pied de versant sont souvent remblayées pour agrandir les villages, eux-mêmes situés en fond de vallée.

M. Bruyelle relève la pluviométrie au Touquet, les niveaux à Montreuil et les débits à Brimeux ; il met ces données en relation avec les coefficients de marée et depuis 2016, avec les niveaux à Beutin.

Etudes / Documents

Une étude a été réalisée sur La Madelaine il y a 3 ans et propose d'évacuer les eaux de crue par remontée de nappe par les fossés du marais jusque la porte à flots de l'A16.